



[Serhiy Lyovochkin Devenez fan](#)

Codirigeant du Bloc de l'Opposition, le seul parti d'opposition au Parlement Ukrainien

Avec le soutien de la France et de l'Allemagne, l'Ukraine doit appliquer les Accords de Minsk II, au nom de la paix

Publication: 13/05/2016 22h02 CEST Mis à jour: 13/05/2016 22h02 CEST



Les prochaines semaines offrent une vraie fenêtre d'opportunité pour mettre fin au conflit et à la violence qui déchirent mon pays depuis deux ans. Mais si la classe politique ukrainienne rate cette occasion unique, et n'agit pas avec résolution, cette fenêtre se fermera définitivement.

La semaine dernière, un vote non-contraignant à l'Assemblée nationale sur la levée des sanctions contre la Russie démontre l'importance critique du moment présent dans la recherche de la paix. Lors de ce vote du 27 avril, il manquait un quorum dans la chambre de l'assemblée. Mais le vote de la majorité des députés présents pour la levée des sanctions portera les amis de l'Ukraine à bientôt perdre patience avec nous. Pour obtenir la paix, nous avons besoin d'amis, mais aussi d'une grande volonté politique au sein de notre pays.

Accords Minsk II: l'Ukraine doit prendre le chemin de la paix, même imparfaite

Les accords Minsk II de février dernier ont tracé le chemin de cette paix, quoique imparfaite. En accord avec la France et l'Allemagne, l'Ukraine et la Russie ont conclu une série d'engagements nécessaires à la paix, y compris des conditions pour les Ukrainiens. Parmi les accords conclus, il y a notamment des amendements à la Constitution et l'obligation de conduire des élections locales dans le Donetsk et le Louhansk, les régions de l'est de l'Ukraine.

Pourtant, toutes les forces politiques de l'Ukraine ne soutiennent pas la mise en place des accords Minsk II. Le parlement actuel a été élu lorsque la guerre faisait rage, et les partis majoritaires ont déployé une rhétorique militaire, y compris le port d'uniformes, lors de leurs campagnes électorales. Néanmoins, à ce

jour, il est vital d'arrêter de critiquer les accords de Minsk. Il faut adopter et appliquer ces accords, car la prérogative de la paix est bien plus significative que toute querelle politique.

Lors des douze dernières années en Ukraine, chacune de nos révolutions a été le résultat direct d'une perte d'autorité au sein du pouvoir central. Malgré ceci, nos efforts de réforme du système, à la suite du mouvement de manifestations Euro-Maidan de 2013-14, n'ont pas mené à un équilibre constitutionnel du pouvoir. Et avant tout, nous n'avons pas effectué un transfert de pouvoir aux villes et aux régions de l'Ukraine, ni affecté les ressources nécessaires à cet effet. Pour un développement réel, et une évolution vers un futur plus stable, l'Ukraine a besoin de ces réformes. Et surtout nous avons besoin de paix.

Aujourd'hui, les forces en conflit, soutenues par la France et l'Allemagne, continuent les efforts en vue d'un cessez-le-feu total, et d'un échange de prisonniers de guerre.

La prochaine étape clé: le bon déroulement des élections au Donbass

La prochaine étape clé dans le règlement de la situation au Donbass est le bon déroulement des élections locales. Celles-ci doivent avoir lieu dans le plein respect de la loi ukrainienne, et être monitorées par l'OSCE. Ces élections permettront la réalisation d'un pouvoir politique légitime dans les régions de Donetsk et Luhansk, et rendront le pouvoir de décision aux habitants de ces deux régions déchirées par la guerre, non aux combattants.

Donc, pour appliquer Minsk II, tout ce qu'il faut actuellement, c'est une volonté politique.

Le nouveau gouvernement de l'Ukraine -concocté en hâte en avril après la démission de Arseniy Yatsenyuk- a moins de temps encore que son prédécesseur pour obtenir des résultats. Certes, les Ukrainiens ont prouvé leur acharnement au combat, mais une grande majorité réclame plutôt la paix. C'est seulement lorsque les canons cessent de tonner que l'économie peut commencer à se reconstituer. C'est seulement lorsque les armes se taisent que l'Europe peut penser à nous inclure dans sa communauté élargie, plutôt que de nous percevoir comme un problème insoluble.

Notre parti, le Bloc de l'Opposition, est le seul parti d'opposition à avoir été élu au parlement lors des élections récentes. Les sympathisants du Bloc de l'Opposition se trouvent pour la plupart au sud-est de l'Ukraine, en contact direct avec les territoires en conflit. Ces dernières années, nous avons subi des pressions de la part du gouvernement, et par ailleurs des menaces personnelles, des violences, et des accusations de diffamation. Mais les efforts pour nous radier des débats sur le futur du pays ne changeront rien au besoin immédiat de trouver une solution non-militaire au conflit dans le Donbass.

Le Bloc de l'Opposition est convaincu que l'avenir dépend de l'exploitation de la fenêtre d'opportunité qui s'ouvre cet été. La vie de beaucoup trop d'Ukrainiens est devenue une insoutenable lutte pour la survie depuis deux ans.

Nous allons pousser ce nouveau gouvernement à agir, plutôt que lancer des accusations vaines, et nous atteler à la réforme plutôt que de faire des excuses. Nous appelons les amis de l'Ukraine en France et ailleurs à inciter le gouvernement de Kiev à agir maintenant.

Le lundi 9 mai, l'Ukraine a fêté le 71ème anniversaire du Jour de la Victoire, quand, avec nos alliés européens, nous avons repoussé le fascisme. Dans ce nouveau siècle, notre vision est moins grandiose: nous souhaitons la simple bénédiction de la paix pour pouvoir commencer à reconstruire.